**LE SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE DOIT COMBATTRE LE SAUT FEDERAL EURO-ATLANTIQUE EN COURS**

**Motion pour le congrès académique du SNES de Lille – 20 février 2024**

Au minimum depuis le Traité de Maastricht (1992), la logique de la « construction » européenne dévoie les idéaux internationalistes de Victor Hugo, Jean Jaurès et Romain Rolland pour instituer **une Europe supranationale, néolibérale, antidémocratique et atlantique dont la logique, entièrement au service du capital oligarchique, déstabilise nos services publics et l'ensemble des conquêtes sociales, laïques et démocratiques héritées des luttes passées**. Sécurité sociale, nationalisations, statuts nationaux, Education nationale publique et laïque, code du travail protecteur, emploi productif industriel, agricole ou halieutique, recherche publique, exception culturelle française, tout doit disparaître dans ce cadre délétère qu'est l'UE. Du reste, le peuple français en général et les classes populaires en particulier, ouvriers, employés, paysans (plus les 18/25 ans dans leur majorité), sont si conscients de la nocivité intrinsèque de l'UE, cette caricature de l'Internationale des peuples, qu'ils ont massivement voté Non à la Constitution européenne en 2005. Une constitution qu'on leur a néanmoins imposée honteusement à travers le Traité de Lisbonne voté en 2008 par ratification parlementaire.

Et voilà que maintenant, le Parlement européen, aussitôt suivi par les députés français, vient de voter une motion (novembre 2023) qui, à quelques mois des européennes, invite à modifier en profondeur les traités européens, non pas dans le sens d'une Europe des travailleurs et des peuples souverains coopérant pour construire la paix mondiale, la diversité culturelle et la transition environnementale, mais dans celui d'un **Etat fédéral euro-atlantique doté d'un gouvernement supranational, fonctionnant à la majorité (donc mettant fin au droit de veto des pays membres), destituant les Etats-nations au profit de l'Europe des grandes régions, appuyé sur une « armée européenne » arrimée à l'OTAN**, permettant à ses armées de voyager à leur guise de Gibraltar à Riga et s'inscrivant ouvertement dans la perspective de ce que le chef d'état-major des armées françaises appelle un « conflit global de haute intensité ». Lequel, à l'époque des armes nucléaires et des ruineuses lois de programmation militaire abondant la course aux armements, pourrait bien causer la fin de l'humanité, si ce n'est celle du vivant sur Terre !

A l'arrière-plan de ce projet impérial écrasant se trouve **la stratégie du MEDEF qui, dès 2012, appelait ouvertement par la voix de son manifeste « Besoin d'aire », à transférer la souveraineté française à des « Etats-Unis d'Europe » s'inscrivant dans ce que le patronat appelait alors l'« Union transatlantique »**, tout en « reconfigurant les territoires » pour supprimer les communes et amoindrir l'Etat-nation et les départements au profit des euro-régions et des « métropoles ». Le tout sur fond d'abandon de la diversité linguistique de l'Europe et de promotion unilatérale de l'anglo-américain, ouvertement adopté désormais, sans le moindre débat, comme LA langue unique de travail de la Commission européenne, du Parquet européen et de la Cour de justice européenne.

Dans ces conditions, **il n'est plus temps de rêver les yeux ouverts d'une « réorientation progressiste de l'UE » dans le cadre de traités européens de plus en plus favorables à la supranationalité, à l'atlantisme débridé et, in fine, aux classes dominantes de la société capitaliste**. En effet, une telle construction « fédérale », et en réalité, impériale, ne peut conduire qu'à la guerre continentale, qu'à la destruction déjà bien engagée des libertés démocratiques, qu'à l'essor des extrêmes droites nostalgiques du pire, qu'à l'austérité salariale sans fin sur laquelle s'est construite la monnaie unique depuis 1983, qu'à l'arasement des conquis sociaux. Et pour finir, qu'au désossage final de l'Education nationale elle-même.

C'est pourquoi notre syndicat, loin de s'aligner sur le piteux conformisme euro-atlantique de la Confédération Européenne des Syndicats, **doit alerter les personnels sur la dangerosité sans précédent du « saut fédéral européen » que concoctent  les oligarchies européennes, gouvernement Macron en tête, dans le dos des peuples**, en violant à nouveau le Non référendaire de 2005 et en contournant le débat public.

**Il y a bien aujourd'hui deux logiques antagoniques**: l'une est celle de la défense des statuts nationaux, des concours nationaux, des diplômes nationaux, des qualifications et du baccalauréat national, d'une l'Education nationale de qualité pour tous pour la promotion desquels le SNES et la FSU ont toujours lutté sans les opposer nullement à la solidarité internationale des travailleurs en lutte et à la solidarité avec les travailleurs immigrés. L'autre est celle, de plus en plus menaçante pour les peuples, l'émancipation et l'humanité, que tente de porter à son comble un saut impérial euro-atlantique qu'il serait syndicalement et humainement suicidaire de cautionner si peu que ce fût.